

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 mai 2024

ORIENTATION POUR LA SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE AGRICOLE ET  
RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE - (N° 2600)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

**AMENDEMENT**

N° 652

présenté par

M. Echaniz, Mme Thomin, M. Potier, Mme Jourdan, M. Baptiste, M. Garot, M. Bertrand Petit, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. Naillet, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Olivier Faure, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, Mme Pic, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés

-----

**ARTICLE PREMIER**

I. – Rédiger ainsi l’alinéa 3 :

« *Art. L. 1 A.* – L’agriculture, le pastoralisme, la pêche et l’aquaculture constituent le patrimoine commun de la Nation au sens de l’article L. 110-1 du code de l’environnement et garantissent la souveraineté agricole et alimentaire de la France ».

II. – En conséquence, après l’alinéa 41, insérer l’alinéa suivant :

« *I bis.* – À la première phrase du premier alinéa du I de l’article L. 110-1 du code de l’environnement, les mots : « et la biodiversité » sont remplacés par les mots : « , la biodiversité, l’agriculture, le pastoralisme, la pêche et l’aquaculture ». »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à intégrer l’agriculture, le pastoralisme, la pêche, l’aquaculture comme le patrimoine commun de la nation au sens de l’article L110-1 du code de l’environnement.

Dans son avis rendu sur le projet de loi, le Conseil d'État propose de ne pas retenir la défense des intérêts fondamentaux de la Nation, précisant que « la portée d'une telle mention n'étant pas claire et son utilité apparaissant douteuse. »

Les conseillers d'État auditionnés par les rapporteurs ont bien précisé que l'intérêt général majeur ne produira pas d'effet juridique caractérisé. Autrement dit, cette mention est superfétatoire et risque même de créer une désillusion pour une partie du monde agricole qui espère beaucoup de cet élément de définition qui n'apportera rien sur le plan juridique. Cela risque de créer une machine à frustration dangereuse dans un moment de mobilisation et de colère du monde agricole.

En s'appuyant sur des notions précises et existantes en droit, cet amendement vise à préciser que l'agriculture, le pastoralisme, la pêche et l'aquaculture font partie intégrantes patrimoine commun de la nation au sens de l'article L110-1 du code de l'environnement.

De telle sorte que ces activités vitales dans nos territoires pour assurer notre souveraineté agricole et alimentaire puissent s'articuler avec l'environnement et la biodiversité et être protégés au même niveau dans le cadre d'une approche one health.

C'est la précision de la définition dans laquelle s'inscrivent l'agriculture, le pastoralisme, la pêche et l'aquaculture qui permettra de leur garantir une protection effective et de haut rang dans notre système juridique.